

LE PROCHAIN GARDIEN DE LA PAIX

GÉOSTRATÉGIE. Extrêmement populaire aux Etats-Unis, l'armée jouit d'un soutien sans faille de la population, mais également des candidats à la présidence.

GUY SORMAN

A l'Académie militaire de West Point, sur les rives de l'Hudson, les «cadets» discutent ouvertement de la prochaine guerre, qui leur paraît inéluctable, entre les Etats-Unis et la Chine. «Nous ne savons pas quelle sera la forme de ce conflit, ni sa date, mais nous nous y préparons», déclare le colonel Meese, directeur des études. Meese est avec David Petraeus, actuel directeur de la CIA, coauteur du Manuel du contre-terrorisme, texte fondateur de la stratégie américaine inspiré par l'Irak et l'Afghanistan. Pour les cadets de West Point, futurs officiers supérieurs, la mission universelle des Etats-Unis comme gardiens de l'ordre mondial ne fait aucun doute, ni maintenant ni à terme. Ils n'imaginent pas le monde autrement: les hypothèses de l'isolationnisme, d'un retrait militaire ou d'un partage des rôles avec l'Europe, la Russie, l'Inde ou la Chine, ne sont pas envisagées et ne figurent pas au programme de leurs études.

La conviction de ces jeunes hommes et jeunes femmes, issus de toutes les communautés mais avec une surreprésentation du Sud et des protestants évangéliques, reflète l'opinion publique.

En ces temps électoraux, aucun candidat sérieux n'a envisagé un retrait militaire: le seul partisan du repli aura été Ron Paul, dont la popularité marginale tient à son excentricité. De toutes les institutions publiques, la plus unanimement populaire est l'armée. Anecdote: partout où l'on fait la queue aux Etats-Unis, pour monter à bord d'un

avion par exemple, les militaires en uniforme et les anciens combattants sont prioritaires.

Chine encerclée. Nul ne conteste ce petit privilège. Innombrables sont les organisations charitables qui aident les vétérans à se réinsérer dans la vie civile. Et pour les immigrés récents, passer par l'armée offre un raccourci vers la citoyenneté. Les candidats à la présidence rivalisent donc dans leur soutien à l'armée: chacun insiste sur la mission civili-



SOUTIEN Les candidats à la présidence insistent sur la mission civilisatrice de cette armée en charge de sécuriser l'ordre international et de répandre la démocratie.

satrice de cette armée en charge de sécuriser l'ordre international et de répandre la démocratie.

Les chausse-trapes de l'Irak et de l'Afghanistan n'ont pas conduit à tourner le dos au monde, ce que l'on avait envisagé, vu d'Europe, mais à une modification de la stratégie. La mission est inchangée, mais comme l'a déclaré Barack Obama à propos de la Libye, l'armée américaine conduit depuis le siège arrière (*leading from behind*): le gouvernement américain pousse ses alliés vers le front et leur apporte tout le soutien nécessaire. Soit

un soutien diplomatique dans la constitution d'un arc d'encerclement de la Chine qui va de l'Inde à la Corée du Sud en passant par la Birmanie, le Vietnam, l'Australie, les Philippines, le Japon. Soit un soutien logistique sur le modèle du renversement du régime de Kadhafi quand les avions français, britanniques et du Qatar furent guidés et ravitaillés par l'armée de l'air américaine. Intervenir de l'arrière évite de déployer les troupes au sol. Dans cette guerre à distance, les drones guidés depuis le territoire américain et les cyberattaques sont les armes de choix, sous l'autorité de la CIA et non plus du Pentagone. Il est significatif que David Petraeus qui incarne cette nouvelle stratégie soit passé du Pentagone, le Ministère de la défense, à la CIA, le contre-espionnage.

Pas de débat. Trouvera-t-on une ligne de partage entre démocrates et républicains sur cette mission universelle de l'armée américaine et ses méthodes? Romney reproche à Obama d'être faible et Obama accuse Romney d'incompétence. Sur le fond, nul débat. Et Obama qui parut il y a quatre ans plutôt pacifiste est le président américain qui, dans l'histoire de la Maison Blanche, aura ordonné le plus grand nombre d'assassinats ciblés (par des drones ou par assaut direct). Obama n'a pas non plus libéré les prisonniers, terroristes présumés et non jugés, de Guantánamo.

Les Américains ont-ils encore les moyens de leurs ambitions? Pour les dix ou vingt ans qui viennent, on ne voit émerger aucun rival qui puisse affronter l'armée américaine, sauf par des attaques terroristes ou non conventionnelles. On ne voit aucun Etat disposé à garantir les frontières telles qu'elles existent, les conventions internationales telles que l'ONU les soutient et la libre circulation des marchandises, base de l'économie mondiale. La Chine? Leurs dirigeants admettent qu'il leur faut trente ans de paix avant qu'elle ne devienne une économie développée. Qu'on le regrette ou que l'on s'en accommode, seuls les Américains désigneront, le 6 novembre, le prochain gardien de la paix de l'ordre mondial tel qu'il existe. ★